



PENDANT LA CRISE, LES SALES COUPS CONTINUENT!

Ça devait arriver : à force de financer à fonds perdus les banques et les industriels, tout en baissant les impôts des entreprises et des riches, les États s'endettent de plus en plus... jusqu'à ce que les spéculateurs, qu'ils ont pourtant enrichis, se mettent à douter de leurs possibilités de rembourser et les menacent de faillite. On nous répète que la reprise montre le bout du nez, que la crise est derrière nous... Mais ceux qui gouvernent ont toujours la même réponse : nous faire payer leur crise !

C'est ce qui a commencé à se passer en Grèce, au Portugal et en Espagne. Dans ces trois pays, les gouvernements ont annoncé des plans d'austérité brutaux afin de réduire les déficits qu'ils avaient eux-mêmes provoqués. Au menu, entre autres : la retraite qui passe à 67 ans, la réduction de l'emploi et des services publics, le gel des salaires.

C'est aussi ce que Sarkozy nous prépare ici pour l'après élections régionales : les saignées dans la fonction publique, l'injuste taxe carbone, les plans de licenciements qui ont été à peines repoussés de quelques semaines, sans parler des nouvelles attaques annoncées sur les retraites.

Le PS et ses alliés, un «rempart»?

Le PS, sur le fond, ne nous propose rien de très différents. Les premières déclarations d'Aubry sur les retraites en sont un exemple. Parce que la gauche traditionnelle s'est convertie au capitalisme, elle s'adapte au discours ambiant et finit par faire des politiques proches de la droite.

Dans les régions, que la gauche gouverne presque toutes, elle a arrosé de subventions les groupes du CAC40, les lycées catholiques, les centres de formation d'apprentis contrôlés par le patronat, tout cela au détriment du service public.

On est loin des contre-pouvoirs pour résister à la droite, comme ils nous l'avaient promis en 2004.

Avec le NPA, un vote de résistance

Sarkozy et le Medef peaufinent aujourd'hui de nouvelles attaques contre le monde du travail.

Dans les élections régionales de mars, nous pourrons sanctionner les responsables de la situation actuelle : Ceux qui sont à la tête des régions, du gouvernement, des banques et des entreprises; tous ceux qui expliquent que le capitalisme est notre seul avenir, qu'il faut se résigner à un système injuste, inégalitaire, discriminatoire, car ce serait le seul possible.

Le 14 mars, le vote pour les listes NPA sera un geste politique pour organiser l'indispensable riposte.

Nous pouvons envoyer dans les conseils régionaux des élus anticapitalistes qui aideront à préparer les luttes et les soutiendront.

Car pour changer vraiment les choses, il faudra une mobilisation large des salariés et de la population, un « tous ensemble » capable de s'affronter au gouvernement et au patronat.

MEETING DÉPARTEMENTAL

EVREUX, mardi 9 mars - 20h30, salle Jules Janin

avec Christine POUPIN et Thierry MARTIN

(têtes de liste du NPA en Haute-Normandie)

Pour prendre contact et/ou nous aider à la rédaction du bulletin :

Npa-27@hotmail.fr tel: 06 88 16 08 65